

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT (See original solicitation
document.)

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
3C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet SPICT Serv. prof. en informatique	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-11P5NN/A	Amendment No. - N° modif. 005
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-11P5NN	Date 2012-04-10
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-380-23755	
File No. - N° de dossier 380zm.W6369-11P5NN	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-04-19	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cook, Gail	Buyer Id - Id de l'acheteur 380zm
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-2591 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-1207
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 005

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

QUESTIONS ET RÉPONSES:

Q40. Le fait de restreindre à 15 000 le nombre de candidats pour lesquels il faut déployer des postes de travail à l'échelle nationale et internationale a pour effet de limiter le bassin de ressource aux anciennes ressources du ministère de la Défense nationale (MDN), une exigence qui est trop contraignante. L'État pourrait-il envisager de modifier l'exigence « à l'échelle nationale et internationale » pour qu'elle soit plutôt « à l'échelle nationale et/ou internationale », ce qui élargirait le bassin à de nombreux ministères du gouvernement du Canada.

R40. Non; l'État ne donnera pas suite à la modification demandée.

Q41. Annexe D, Section 3.8, P.9 Gestionnaire de projet (Soutien technique), Niveau 2

Selon l'exigence O5 applicable au poste de gestionnaire de projet (soutien technique), le candidat doit posséder une certification PMI valide. Nous demandons que cette exigence soit modifiée afin que les soumissions des candidats soient jugées conformes et que celles-ci soient examinées si ces derniers obtiennent leur certification d'ici le début de la période de transition en début de contrat.

R41. Non; cette exigence demeurera inchangée.

Q42. Annexe D, Critères d'évaluation, Section 1.0 Critères d'évaluation, page 116 de 136

La modification n° 2 avait modifié le point 1 dans la définition de « projet similaire » qui était de « Prendre en charge au moins 5 000 postes de travail **à l'échelle nationale ou internationale** » pour qu'il se lise plutôt comme suit : « Prendre en charge au moins 15 000 postes de travail **à l'échelle nationale et internationale** ». Neuf des onze ressources qui doivent être proposées en réponse à la demande de propositions (DP) doivent posséder de l'expérience dans le cadre de projets similaires selon la définition fournie à la Section 1.0, Critères d'évaluation. Parmi ces neuf ressources, cinq comprennent également des exigences cotées qui renvoient à cette même définition. Il y a peu de ressources locales qui possèdent de l'expérience dans la prise en charge de postes de travail à l'échelle internationale. Veuillez modifier cette définition de manière à ce qu'elle précise qu'une prise en charge **à l'échelle nationale ou internationale** est convenable.

R42. Le MDN est responsable de prendre en charge ses militaires qui se trouvent à l'extérieur du Canada, et c'est pourquoi cette exigence est demandée. À l'heure actuelle, le MDN compte plus de 1 400 militaires déployés dans diverses capacités, allant des déploiements opérationnels aux endroits fixes à l'extérieur du Canada. De plus, ces nombres changent lorsque le gouvernement du Canada confie de nouvelles tâches au MDN. Par conséquent, l'exigence de prise en charge à l'échelle internationale est maintenue.

- Q43. Au sujet du point 5 de la modification 003; Critère coté C2 applicable à l'architecte technique, niveau 3

« *Certification valide de routage et de commutation CCIE de Cisco.* »

Étant donné que cette modification a été apportée aux critères d'évaluation aussi tardivement au cours de la période de soumission (soit 37 jours après la date initiale de publication de la DP) et que peu d'experts-conseils spécialisés dans le secteur public de la région de la capitale nationale (RCN) détiennent cette certification, la majorité des soumissionnaires doivent maintenant remplacer leurs experts-conseils initiaux afin de maximiser leur note dans cette catégorie. Étant donné que nous déduisons qu'aucun autre report de la date de clôture n'est envisagé, l'État pourrait-il étudier la possibilité de faire un compromis entre l'exigence initiale et la version modifiée de manière à ce que les soumissionnaires et leurs experts-conseils (possédant de l'expérience pratique avec le routage et la commutation CCIE) ne soient pas pénalisés injustement puisque la période de soumission est déjà très avancée?

Comme compromis, il serait par exemple possible de modifier l'exigence pour qu'elle se lise comme suit « *Certification valide de routage et de commutation CCIE de Cisco ou expérience de travail démontrée de cinq ans et plus en routage et commutation CCIE* ».

- R43. Non; l'exigence demeurera inchangée.

- Q44. Au sujet du critère coté C2 du point 3.8 Gestionnaire de projet (Soutien technique), Niveau 2 de l'annexe D

« *Expérience de la gestion de l'ensemble du processus de publication à l'aide de Axios Assyst.* »

Dans la modification 002, on avait modifié l'exigence obligatoire O3 afin d'accepter l'expérience des ressources avec Axios Assyst ou un outil similaire. Puisque Axios Assyst est un outil très rare qui, dans la RCN, se trouve principalement au MDN, ce critère confère un avantage évident aux ressources titulaires. Pour cette raison, l'État pourrait-il envisager de modifier le critère C2 afin d'accepter ce qui suit : « *Expérience de la gestion de l'ensemble du processus d'application à l'aide de Axios Assyst ou d'un outil similaire* ».

- R44. Le critère C2 a été modifié comme suit : « *Expérience de la gestion de l'ensemble du processus d'application à l'aide de Axios Assyst ou d'un outil similaire.* ».

- Q45. Au sujet de la Q27 de la modification n° 003 publiée le 30/03/2012 (2.0 Critères d'évaluation du soumissionnaire) :

Nous comprenons que l'État a décidé de restreindre le critère O2 (a) de la section 2.0. Toutefois, nous aimerions que l'État se penche de nouveau sur les répercussions découlant de la suppression de cette exigence.

Selon le système de notation actuel, on accorde des points pour de nombreux critères si le soumissionnaire fournit des ressources ayant de l'expérience dans le cadre d'un « projet similaire », mais on n'accorde pas de points pour aucun critère relativement à l'expérience du soumissionnaire. Étant donné que les ressources peuvent choisir de soumissionner en collaboration avec de nombreuses parties, le système de notation actuel ne permettra pas de mesurer de façon précise l'expérience antérieure du soumissionnaire ou sa capacité à fournir des services de bureautique d'entreprise dans un environnement similaire et, en fin de compte, à

aider le Directeur – Application de l'infrastructure commune (Gestion de l'information) [DAICGI] à s'acquitter de son mandat global.

L'expérience du soumissionnaire à exécuter un « projet similaire » de cette envergure et complexité, et/ou son expérience antérieure à gérer des contrats de services de bureautique d'entreprise dans des environnements similaires, auront une incidence importante sur la réussite de l'initiative de projet du DAICGI. Comme l'État l'a établi précédemment, un soumissionnaire, qui n'a pas d'expérience dans la gestion d'un contrat nécessitant de prendre en charge une communauté d'utilisateurs comptant plus de 15 000 postes de travail (soit environ 20 % de la taille de la communauté d'utilisateurs du MDN et des Forces canadiennes actuellement desservie par le référentiel de logiciels de la Défense) exposera cette dernière à un niveau de risque inacceptable.

Il convient également de noter qu'il y a de nombreuses entreprises, outre l'entreprise titulaire (ou l'entreprise connexe), faisant partie de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour services professionnels en informatique centrés sur les tâches qui ont une bonne expérience à l'échelle locale et internationale dans l'exécution de « projets similaires ».

Voici donc nos recommandations à l'État :

- a) réintégrer le critère O2 (a) à la section 2.0 **OU**
- b) ajouter une exigence supplémentaire à la section 2.2, Exigences cotées, aux termes de laquelle les soumissionnaires doivent prouver leur expérience dans le cadre d'un ou de plusieurs « projets similaires » selon la définition fournie dans la révision 11 de la modification n° 002 et sont notés en conséquence.

R45. On a supprimé le critère O2 (a) applicable aux soumissionnaires dans le but d'ouvrir la concurrence pour cette exigence; elle demeurera donc inchangée.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.

NOTA : UNE SOUMISSION DÉJÀ ENVOYÉE PEUT ÊTRE MODIFIÉE AVANT LA DATE DE CLÔTURE. TOUTE CORRESPONDANCE APPORTANT DES MODIFICATIONS DOIT INDiquer LE NUMÉRO DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER ET LA DATE DE CLÔTURE ET DOIT ÊTRE ADRESSÉE À :

**RÉCEPTION DES SOUMISSIONS
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA
PLACE DU PORTAGE, PHASE III
HALL PRINCIPAL, PIÈCE 0A1
11, RUE LAURIER
GATINEAU (QUÉBEC)
K1A 0S5**